



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

# Les Finances publiques,

au cœur de l'État,  
au service de tous,  
partout sur le territoire

CAHIER  
STATISTIQUES  
2023



# Les Finances publiques, au service des usagers

---

## L'ACCUEIL DES USAGERS PARTICULIERS ET PROFESSIONNELS (en millions)

---

	2021	2022	2023
<b>Nombre d'usagers particuliers reçus aux guichets pendant les campagnes fiscales (hors rendez-vous)</b>			
Campagne déclarative	1,7	2,2	2,5
Campagne des avis	3,5	3,3	3,7
<b>Nombre d'appels reçus sur les plateformes</b>			
Numéro d'assistance aux usagers	11,2	10,5	13,5
Numéro de soutien aux entreprises (sortie de crise)	0,6	0,1	0,03
Service des retraites de l'État (pensionnés et agents de l'État en activité) <sup>1</sup>	0,6	0,8	0,6

---

<sup>1</sup> Les flux de contacts reçus et traités par le service des retraites de l'État connaissent une nette progression en 2022, par rapport à l'année 2021, tant au niveau de l'accueil téléphonique (+34%) que des contacts par formuels (+37%). Cette évolution résulte pour l'essentiel, pour les usagers retraités, de sollicitations accrues suite aux mesures gouvernementales décidées en 2022 (indemnité inflation, revalorisation des pensions) les impactant et, pour les usagers en activité, de la perspective d'une réforme des retraites.

	2021	2022	2023
<b>Nombre de contacts par messageries</b>			
Courriels reçus sur les balf <sup>1</sup> dans les services des impôts des particuliers	5,8	4,4	3,6
Courriels reçus sur les balf <sup>1</sup> dans les services des impôts des entreprises	5,6	5,7	5,2
Courriels reçus dans le service des retraites de l'État <sup>2</sup>	0,2	0,3	0,3
Messagerie sécurisée sur <i>impots.gouv.fr</i>	19,4	13,5	19,0
dont messagerie sécurisée des particuliers	12,4	12,3	16,9
dont messagerie sécurisée des professionnels <sup>3</sup>	7,0	1,2	2,1
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>48,6</b>	<b>40,8</b>	<b>48,4</b>

---

1 Boîtes aux lettres fonctionnelles.

2 Les flux de contacts reçus et traités par le service des retraites de l'État connaissent une nette progression en 2022, par rapport à l'année 2021, tant au niveau de l'accueil téléphonique (+34%) que des contacts par formuels (+37%). Cette évolution résulte pour l'essentiel, pour les usagers retraités, de sollicitations accrues suite aux mesures gouvernementales décidées en 2022 (indemnité inflation, revalorisation des pensions) les impactant et, pour les usagers en activité, de la perspective d'une réforme des retraites.

3 La volumétrie de messages sécurisés reçus sur le portail des professionnels est très élevée sur 2020 et 2021 car elle comprend les demandes liées aux aides gouvernementales (COVID, Fonds de soutien).

## LES PUBLICS DE LA DGFIP ET LES SERVICES EN LIGNE (en millions)

	2021	2022	2023
<b>Site <i>impots.gouv.fr</i> - Particuliers</b>			
Visites cumulées sur le site (espace public)	283,4	262,1 <sup>1</sup>	357,7
Nombre d'espaces particuliers créés	37,9	39,8	42,6
Nombre de connexions à <i>impots.gouv.fr</i> via FranceConnect	27,5	25,7	16,8 <sup>2</sup>
Simulations du calcul de l'impôt sur le revenu (espace public)	12,2	11,9	12,7
Accès à l'espace particulier sur le site <i>impots.gouv.fr</i>	254,0	227,0	271,0
Déclarations des revenus en ligne (espace particulier et EDI IR) <sup>3</sup>	28,1	29,0	29,6
Déclarants des revenus en ligne (espace particulier et EDI IR) <sup>3</sup>	23,1	23,9	24,5
Déclarations taxées en automatique	11,0	10,8	10,8
Déclarations des revenus corrigées en ligne après réception des avis (espace particulier)	0,6	0,6	0,6
Adhésions au paiement dématérialisé des impôts (espace particulier) <sup>4</sup>	3,6	3,0	2,7
Paiements en ligne (espace public <sup>5</sup> et espace particulier)	17,6	14,5	11,4
Nombre d'actions sur le service de gestion du prélèvement à la source	6,1	6,2	6,6
dont nombre d'actions faites en ligne par les usagers	5,4	5,4	6,0
dont nombre d'actions faites par les agents pour le compte des usagers	0,7	0,7	0,6
Usagers ayant opté pour la dématérialisation totale (déclaration des revenus et avis d'impôt)	14,7	14,4	14,7
Requêtes effectuées sur le service « Rechercher des transactions immobilières »	3,2	3,0	2,9
<b>Application mobile <i>impots.gouv</i></b>			
Nombre de téléchargements de l'application <i>impots.gouv</i>	3,1	3,0	3,1
Paiements	2,1	1,9	1,6
<b>Site <i>impots.gouv.fr</i> - Professionnels</b>			
Nombre d'espaces professionnels créés	5,5	6,1	6,9
Accès à l'espace abonné des professionnels	39,3	43,1	59,2

1 En raison de modifications techniques intervenues sur le site *impots.gouv.fr*, le décompte statistique est incomplet pour l'année 2022.

2 Le fournisseur d'identité Ameli, principal contributeur FranceConnect avec la DGFIP, n'était pas autorisé pour l'accès à l'espace particulier *impots.gouv.fr* pour la période courant d'août 2022 à mars 2024.

3 EDI (Échange de données informatisé).

4 Web + smartphone.

5 Web + smartphone hors CFE (cotisation foncière des entreprises).

	2021	2022	2023
<b>Site <i>portailpro.gouv.fr</i> – Professionnels (en milliers)<sup>1</sup></b>			
Nombre d'espaces professionnels créés	-	704,6	857,0
Accès à l'espace abonné des professionnels	-	122,5	671,0
<b>Site <i>collectivites-locales.gouv.fr</i></b>			
Visites	4,1	4,7	5,3
<b>Site <i>payfip.gouv.fr</i></b>			
Paiements de produits via le portail <i>payfip.gouv.fr</i>	5,5	6,8	7,7
<b>Site <i>amendes.gouv.fr</i></b>			
Paiements des amendes	11,4	11,8	13,2
<b>Application mobile <i>amendes.gouv</i></b>			
Paiements des amendes	2,2	2,6	1,9
<b>Site <i>stationnement.gouv.fr</i></b>			
Paiement du forfait de post-stationnement	4,8	5,6	6,1
<b>Ventes en ligne de timbres fiscaux électroniques<sup>2</sup></b>			
Achats de timbres fiscaux électroniques (nombre de timbres)	4,2	6,8 <sup>3</sup>	7,5
Achats de timbres fiscaux électroniques (montant total des timbres)	263	426	481
Taux des formalités payables par timbre électronique	100 %	100 %	100 %
<b>Site <i>cadastre.gouv.fr</i></b>			
Visites cumulées sur le site	28,5	27,3	27,2
<b>Site <i>encheres-domaines.gouv.fr</i></b>			
Visites sur le site	4,4	4,2	4,7
<b>Site <i>dons.encheres-domaine.gouv.fr</i></b>			
Visites sur le site (en milliers)	76,0	66,0	119,7

1 Création du site en 2022.

2 Hors justice et VLS/TS (visa long séjour valant titre de séjour).

3 La hausse constatée en 2022 par rapport à 2021 correspond à une très forte augmentation du nombre de passeports délivrés et de démarches d'étrangers, probablement liée à la fin des restrictions sanitaires dues à la Covid.

	2021	2022	2023
<b>Site <i>recherchesuccessionsvacantes.impots.gouv.fr</i><sup>1</sup></b>			
Visites sur le site (en milliers)	-	122,0	131,2
<b>Site <i>retraitesdeletat.gouv.fr</i></b>			
Visites cumulées sur le site	2,5	0,6	0,4
<b>Site <i>ensap.gouv.fr</i></b>			
Nombre de comptes créés	0,4	0,4	0,4
Nombre total de comptes	3,2	3,6	4,0
<b>Site <i>rejoindrelesfinancespubliques.gouv.fr</i></b>			
Visites sur le site (en millions) <sup>2</sup>	-	-	1,2

---

1 Création du site en mars 2022.

2 Création du site en avril 2023.

## LA DÉMATÉRIALISATION DU PAIEMENT DES IMPÔTS

Impôts des particuliers	2021	2022	2023
<b>Taux de paiement dématérialisé hors impôt sur le revenu du fait de la mise en œuvre du prélèvement à la source<sup>1</sup></b>			
Taxe d'habitation <sup>2 3</sup>			
Mensualisation	37,4 %	27,4 %	13,1 %
Prélèvement à l'échéance	18,0 %	20,7 %	19,7 %
Paiement sur Internet	23,4 %	28,4 %	22,5 %
<b>TOTAL</b>	<b>78,8 %</b>	<b>76,5 %</b>	<b>55,3 %</b>
Taxes foncières			
Mensualisation	34,3 %	34,6 %	34,9 %
Prélèvement à l'échéance	29,3 %	30,2 %	30,1 %
Paiement sur Internet	24,3 %	24,3 %	24,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>87,9 %</b>	<b>89,1 %</b>	<b>89,7 %</b>
Tous impôts			
Mensualisation	35,7 %	32,6 %	32,6 %
Prélèvement à l'échéance	24,1 %	27,6 %	29,0 %
Paiement sur Internet	23,9 %	25,4 %	24,4 %
<b>TOTAL</b>	<b>83,7 %</b>	<b>85,6 %</b>	<b>86,0 %</b>

1 Ce tableau présente le taux de paiement dématérialisé des impôts des particuliers basé sur le nombre de contrats actifs (avec au moins un prélèvement rattaché à une imposition) et le nombre de paiements en ligne pendant une année N, rapporté au nombre de contribuables imposés de cette même année N.

2 En 2022, en raison de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, les contrats de prélèvement mensuel et à l'échéance correspondant à des taxes d'habitation à zéro ont été retranchés du nombre des contrats actifs, ainsi que du nombre de contribuables imposés en 2022.

3 En 2023, la taxe d'habitation concerne uniquement les résidences secondaires. Les contrats de prélèvement mensuel correspondant à des taxes d'habitation à 0 ont été retranchés du nombre des contrats actifs, ainsi que des contribuables imposés en 2023.



<b>Impôts des professionnels</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Part acquittée par téléversement</b>			
Impôt sur les sociétés	99,3 %	99,7 %	98,3 %
TVA	99,7 %	99,7 %	99,9 %
Taxe sur les salaires	95,7 %	96,5 %	97,4 %

## LES REMBOURSEMENTS ET DÉGRÈVEMENTS EFFECTUÉS PAR LA DGFîP (en millions d'euros)

<b>Impôts d'État</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Impôt sur le revenu <sup>1</sup>	21 128	20 793	23 487
Impôt sur les sociétés	28 164	24 646	25 887
TVA	63 042	70 722	77 613
Autres	9 953	9 622	10 336
<b>TOTAL</b>	<b>122 287</b>	<b>125 783</b>	<b>137 323</b>

<b>Impôts locaux</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Contribution économique territoriale <sup>2</sup>	4 918	3 934	1 892
Taxes foncières	1 868	1 925	2 069
Taxe d'habitation <sup>3</sup>	823	681	696
Autres	492	443	467
<b>TOTAL</b>	<b>8 101</b>	<b>6 983</b>	<b>5 124</b>

1 A compter de 2023, les restitutions d'excédents de prélèvement de solidarité sont comptablement isolées des remboursements et dégrèvements d'impôt sur le revenu, pour 0,5 Md€. Ainsi le périmètre 2023 des remboursements et dégrèvements d'impôt sur le revenu est diminué de 0,5 Md€ par rapport aux périmètres 2022 et 2021.

2 Du fait de la suppression en 2021 de la part régionale, puis de la budgétisation à compter de 2023 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, le dégrèvement barémique a progressivement été réduit, jusqu'à sa suppression en 2023.

3 En raison de la réforme de la taxe d'habitation (TH), les remboursements et dégrèvements de TH sur les résidences principales diminuent à compter de 2021, la diminution attendue en 2023 sur la TH sur les résidences principales étant compensée par la TH sur les résidences secondaires.

---

## LES SERVICES FINANCIERS

---

Les dépôts de fonds au trésor	2021	2022	2023
<b>Nombre de comptes</b>			
État	6 735	6 792	6 574
Établissements publics	13 896	14 728	15 687
Secteur public local	47 105	51 011	53 504
Autres (Chambres de commerce et d'industrie...)	1 395	1 439	1 478
Opérateurs « dépenses d'avenir »	77	91	92
Comptes de placement rémunérés	16	9	6
Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM)	75	85	93
<b>TOTAL</b>	<b>69 299</b>	<b>74 155</b>	<b>77 434</b>

### Encours (en millions d'euros)

État	1 642	1 697	1 869
Établissements publics	47 991	50 486	43 982
Secteur public local	1 605	1 606	1 586
Autres (Chambres de commerce et d'industrie...)	8 909	11 086	11 961
Opérateurs « dépenses d'avenir »	33 600	36 757	37 131
Comptes de placement rémunérés	1 425	271	429
Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM)	37 091	31 439	24 600
<b>TOTAL</b>	<b>132 263</b>	<b>133 342</b>	<b>121 558</b>

<b>Activité de prestataires de services pour la caisse des dépôts</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Nombre de comptes</b>			
Professions juridiques (notaires...)	21 513	23 890	24 876
Administrateurs et mandataires judiciaires	2 253	5 254	5 024
Personnes physiques (y compris protégées par la loi)	2 008	303 <sup>1</sup>	489
Huissiers	3 574	3 431	3 568
Organismes sociaux	623	571	570
Offices publics de l'habitat (OPH)	460	1 005 <sup>2</sup>	1 201
Autres clientèles	6 888	3 659	4 217
<b>TOTAL</b>	<b>37 319</b>	<b>38 113</b>	<b>39 945</b>
<b>Encours (en millions d'euros)</b>			
Professions juridiques (notaires...)	45 130	46 072	38 733
Administrateurs et mandataires judiciaires	6 369	6 620	6 889
Personnes physiques (y compris protégées par la loi)	37	2 <sup>1</sup>	2
Huissiers	461	506	540
Organismes sociaux	115	97	81
Offices publics de l'habitat (OPH)	442	1 559 <sup>2</sup>	1 267
Autres clientèles	1 713	409	494
<b>TOTAL</b>	<b>54 267</b>	<b>55 265</b>	<b>48 006</b>
<b>Consignations</b>			
Nombre	604 003	604 946	603 302
Encours (en millions d'euros)	3 888	4 008	4 119

1 Les variations constatées sur les données relatives aux personnes physiques sont liées pour l'essentiel à des fermetures de comptes personnels des professions juridiques (opérations de clôtures de comptes).

2 Les variations sont dues à des modes de comptages différents opérés par la Caisse des dépôts et consignations en 2022 (OPH notamment).

---

## LA PUBLICITÉ FONCIÈRE ET L'ENREGISTREMENT

---

Publicité foncière	2021	2022	2023
<b>Publications</b>			
Ventes	2 063 138	1 939 491	1 488 604
Inscriptions	1 164 364	1 015 126	712 651
Radiations, mentions et saisies	488 082	509 508	544 632
Autres <sup>1</sup>	1 165 269	1 160 617	1 122 793
<b>TOTAL</b>	<b>4 880 853</b>	<b>4 624 742</b>	<b>3 868 680</b>
<b>Demandes de renseignements et de copies</b>			
Demandes de renseignements déposées dans les services	7 821 044	5 291 106	1 336 967
Demandes de renseignements déposées via ANF <sup>2</sup>	31 261	2 553 288	5 143 106
Demandes de copies de fiches et documents	776 455	469 145	749 863
<b>TOTAL</b>	<b>8 628 760</b>	<b>8 313 539</b>	<b>7 229 936</b>
<b>Travaux particuliers</b>			
Procès-verbaux de remembrement	5 268	3 209	4 233
Procès-verbaux de remaniement	38 230	25 352	31 227
Ordonnances d'expropriation	2 101	2 740	2 176
<b>TOTAL</b>	<b>45 599</b>	<b>31 301</b>	<b>37 636</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>13 555 212</b>	<b>12 969 582</b>	<b>11 136 252</b>
dont formalités télé@ctées <sup>3</sup>	11 860 095	8 756 821	4 440 465
Soit en %	87,5%	67,5%	39,9%

---

1 Attestations après décès, donations-partages, attestations rectificatives, etc.

2 Déploiement de l'accès des notaires au fichier immobilier (ANF) à partir d'octobre 2021.

3 Hors formalités déposées via ANF.

<b>Enregistrement<sup>1</sup></b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Déclarations de succession	957 170	998 929	1 091 718
Déclarations de dons papier	328 445	247 416	191 201
Déclarations de dons dématérialisées <sup>2</sup>	63 963	153 144	214 248
Déclarations de cession de droits sociaux papier	129 274	129 873	123 348
Déclarations de cession de droits sociaux dématérialisées <sup>3</sup>	-	3 521	11 002
Mutations à titre onéreux	428 689	416 141	346 620
Mutations à titre gratuit	76 106	76 705	86 366
Actes de sociétés	154 252	126 068	112 936
Autres	316 035	172 360	170 240
<b>TOTAL</b>	<b>2 453 934</b>	<b>2 324 157</b>	<b>2 347 679</b>

---

1 Les données de l'enregistrement concernent les déclarations et les actes enregistrés, quelle que soit leur date de dépôt, hors direction des impôts des non résidents (DINR).

2 Ouverture du service en ligne des déclarations de dons manuels à partir de juin 2021.

3 Ouverture du service en ligne des déclarations de cessions de droits sociaux non constatées par un acte à partir de mars 2022.

---

## LE CADASTRE

---

Situation au 1 <sup>er</sup> janvier	2021	2022	2023
Comptes de propriétaires	38 697 736	39 021 176	39 367 209
Locaux <sup>1</sup>	54 562 738	75 127 014	75 812 478
Parcelles non subdivisées et subdivisions fiscales	106 167 766	106 503 051	106 877 190
Articles du répertoire informatisé des voies et lieux-dits	7 511 290	7 557 402	7 594 173

Travaux effectués	2021	2022	2023
-------------------	------	------	------

### Plan

Parcelles ou subdivisions fiscales remaniées	19 077	14 718	15 520
--	--------	--------	--------

### Conservation cadastrale travaux de mise à jour du plan

Documents d'arpentage (DA)	193 004	200 580	208 385
Changements constatés	305 192	232 287	101 580
Extraits d'actes et feuillets des procès-verbaux de remembrement exploités	2 727 924	3 001 977	3 082 360

### Évaluations cadastrales

Déclarations de propriétés bâties exploitées	1 420 461	1 705 544	1 698 156
Changements relatifs aux propriétés non bâties exploitées	589 793	588 891	569 974

### Délivrance d'informations

Extraits du plan cadastral édités à partir du site « <i>cadastre.gouv.fr</i> »	20 514 331	18 722 761	17 332 440
Extraits modèles 1 et 3 <sup>2</sup>	5 995 678	6 295 461	5 391 695
<b>TOTAL DES DÉLIVRANCES D'INFORMATION</b>	<b>26 510 009</b>	<b>25 018 222</b>	<b>22 724 135</b>

---

1 Prise en charge individualisée des dépendances à compter de 2022.

2 Inclut les extraits produits à partir du serveur professionnel des données cadastrales (SPDC), par les études notariales depuis 2004 et par les géomètres-experts depuis 2007.





# Les missions de la DGFIP, en chiffres

## LES RECETTES PUBLIQUES ENCAISSÉES PAR LA DGFIP<sup>1</sup>

<b>Impôt sur le revenu</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre de foyers fiscaux	<b>39 887 591</b>	<b>40 257 184</b>	<b>40 748 793</b>
dont nombre de foyers fiscaux imposés <sup>2</sup>	17 625 415	17 967 468	17 842 909
dont nombre de foyers fiscaux non imposés <sup>2</sup>	18 499 143	18 335 890	18 663 602
dont nombre de foyers fiscaux ayant bénéficié d'une restitution <sup>3</sup>	3 763 033	3 953 826	4 242 282
Recettes au profit de l'État (en million d'euros)	99 781	109 781	112 076

<b>Impôt sur la fortune immobilière</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre de déclarations	152 696	163 901	175 983
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	2 103	2 353	2 354

<b>Taxe d'habitation</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre d'avis d'imposition	27 762 201	11 905 296	3 941 908
Recettes perçues par les collectivités territoriales (en millions d'euros) <sup>4</sup>	2 998	3 003	3 894

1 Recettes brutes avant remboursement et dégrèvement (voir précédemment).

2 Les données correspondent aux seules impositions primitives.

3 Il s'agit des foyers fiscaux dont le montant d'impôt, calculé à partir des éléments d'assiette, est négatif (indépendamment des acomptes éventuellement versés).

4 Dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation (TH), le montant résiduel de la TH sur les résidences principales est budgétisé. Le produit de la TH sur les résidences secondaires reste affecté aux collectivités. Les recettes correspondent aux émissions garanties aux collectivités.

<b>Taxes foncières</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre d'avis d'imposition	32 969 952	33 298 501	33 625 610
Recettes perçues par les collectivités territoriales (en millions d'euros) <sup>1</sup>	43 708	46 208	50 685
<b>TVA</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre d'entreprises imposables	<b>7 558 782</b>	<b>8 082 431</b>	<b>8 569 325</b>
dont régime réel normal	1 537 899	1 612 762	1 662 253
dont régime réel simplifié	2 461 036	2 622 270	2 761 313
dont régimes micro BIC et spécial BNC	3 130 182	3 419 987	3 720 268
dont régime simplifié agricole	429 665	427 412	425 491
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	151 706	170 919	172 800
Recettes au profit d'organismes divers (en millions d'euros) <sup>2</sup>	53 763	60 967	61 057
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) <sup>3</sup>	37 407	40 926	52 107
<b>TOTAL DES RECETTES DE TVA (en millions d'euros)</b>	<b>242 876</b>	<b>272 812</b>	<b>285 964</b>
<b>Impôt sur les sociétés</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre d'entreprises imposables	2 849 947	3 056 368	3 255 712
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	74 479	86 776	82 712
<b>Contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	1 271	1 778	1 406
<b>CVAE<sup>4</sup> (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État et autres entités	1 028	168	5 786
Recettes perçues par les collectivités territoriales	8 055	9 452	335
<b>TOTAL</b>	<b>9 083</b>	<b>9 620</b>	<b>6 121</b>

1 Les recettes correspondent aux émissions garanties aux collectivités.

2 Inclut des reversements affectés au compte spécial "Avances à l'audiovisuel public" pour 3,6 Md€ en 2022 et 3,8 Md€ en 2023 à la suite de la réforme du financement de l'audiovisuel public actée en 1ère loi de finances rectificative 2022.

3 La forte évolution des recettes de TVA de 2022 à 2023 au profit des collectivités territoriales est la conséquence des réformes de la taxe d'habitation et de la CVAE, des reversements de TVA supplémentaires venant compenser les collectivités.

4 Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises hors dégrèvement barémique : les écarts observés sont dus à la réforme des impôts de production et à la suppression de la part régionale de CVAE à compter de 2021, puis à la rebudgétisation des parts départementale et communale de CVAE. Demeurent certains reversements de taxes annexes aux collectivités territoriales.

<b>TASCOM<sup>1</sup> (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	189	204	214
Recettes perçues par les collectivités territoriales	789	860	955
<b>TOTAL</b>	<b>978</b>	<b>1 064</b>	<b>1 169</b>

  

<b>CFE + Taxes annexes + IFER<sup>2</sup></b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre d'avis d'imposition	5 757 132	6 173 672	6 597 426
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	198	156	158
Recettes perçues par les collectivités territoriales (en millions d'euros) <sup>3 4</sup>	9 972	10 190	10 885
dont CFE + taxes annexes	8 226	8 396	8 960
dont IFER	1 746	1 794	1 925
<b>TOTAL (en millions d'euros)</b>	<b>10 170</b>	<b>10 346</b>	<b>11 043</b>

  

<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État <sup>5</sup>	2 500	2 289	2 451
Recettes perçues par les collectivités territoriales <sup>6</sup>	1 779	1 916	2 027
<b>TOTAL</b>	<b>4 279</b>	<b>4 205</b>	<b>4 478</b>

  

<b>Contribution à l'audiovisuel public (en millions d'euros)<sup>7</sup></b>	<b>2021</b>	<b>2022<sup>7</sup></b>	<b>2023</b>
Recettes au profit d'organismes divers	3719	0	0

1 Taxe sur les surfaces commerciales.

2 Cotisation foncière des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.

3 Les recettes correspondent aux émissions d'impôts locaux.

4 Les taxes annexes à la cotisation foncière des entreprises comprennent notamment des parts reversées aux chambres des métiers et de l'artisanat et aux chambres de commerce et de l'industrie.

5 Frais de gestion (frais d'assiette et de recouvrement, frais de dégrèvement et non valeur) et frais de recouvrement d'impôt émis par voie de rôle sur prises en charge d'exercices courant, précédent et antérieurs.

6 Frais de gestion (frais d'assiette et de recouvrement, frais de dégrèvement et non valeur) et frais de recouvrement des impôts locaux sur rôles qui sont en partie reversés aux collectivités territoriales.

7 Suppression de la contribution à l'audiovisuel public en 2022.

<b>Enregistrement (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Taxe spéciale sur les conventions d'assurance</b>			
perçues par les collectivités territoriales	8 262	8 711	9 248
au profit d'organismes divers	1 066	1 134	1 167
au profit de l'État <sup>1</sup>	160	210	284
<b>Mutations à titre onéreux</b>	836	1 012	859
<b>Mutations à titre gratuit : donations</b>	3 877	3 357	4 294
<b>Mutations à titre gratuit : successions</b>	14 807	15 253	16 622
<b>Taxe de publicité foncière</b>			
droits de mutation à titre onéreux perçus par les collectivités	15 640	16 096	12 429
au profit de l'État <sup>1</sup>	615	592	615
<b>Autres recettes et pénalités</b>	708	646	693
<b>TOTAL</b>	<b>45 971</b>	<b>47 011</b>	<b>46 211</b>

<b>Timbre et recettes assimilées (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Taxe sur les véhicules des sociétés au profit d'organismes divers <sup>2</sup>	793	753	688
Timbre unique	300	450	490
Autres recettes et pénalités <sup>3</sup>	719	835	1 274
<b>TOTAL</b>	<b>1 812</b>	<b>2 038</b>	<b>2 452</b>

<b>Autres impôts et taxes (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers	5 193	4 033	4 969
Cotisation minimale de taxe professionnelle	4	1	1
Retenues à la source et impôt sur le revenu des non-résidents	999	981	1 305
Autres recettes au profit de l'État	965	1 618	1 537
Autres recettes recouvrées	4 801	4 802	3 918
Taxe sur les salaires	15 298	16 245	16 778
Contributions sociales	15 399	17 120	18 493
Autres recettes au profit d'organismes divers	2 928	2 936	3 103
<b>TOTAL</b>	<b>45 587</b>	<b>47 736</b>	<b>50 104</b>

1 Données de recouvrement État.

2 En 2022, cette taxe est supprimée et remplacée par deux nouvelles taxes : la taxe annuelle sur les émissions de dioxyde de carbone et la taxe annuelle sur l'ancienneté des véhicules de tourisme. Leur produit demeure affecté aux organismes de sécurité sociale.

3 Périmètre revu à compter de 2023, avec l'inclusion de la contribution sur la rente infra-marginale pour 0,6 Md€.

<b>Recettes non fiscales (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	21 257	23 949	25 139
Recettes recouvrées au profit des collectivités territoriales <sup>1</sup>	81 883	66 501	70 964
<b>TOTAL</b>	<b>103 140</b>	<b>90 450</b>	<b>96 103</b>
<b>Prélèvement de solidarité (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	11 814	13 219	14 176
<b>Taxe sur les services numériques (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	474	621	680
<b>Taxe diverses de publicité (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	18	17	18
<b>Taxe sur les exploits et autres actes des huissiers (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	21	3	1
<b>Taxe sur les transports pour le compte de la collectivité territoriale de Corse (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes perçues par les collectivités territoriales	28	35	36
<b>Contribution versée par les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit d'organismes divers	377	378	378
<b>Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (en millions d'euros)<sup>2</sup></b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit d'organismes divers	18	70	0
<b>Contribution de solidarité territoriale (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit d'organismes divers	16	0	0

1 Chiffres provisoires pour 2023.

2 La taxe est supprimée en 2023.

<b>Taxe sur les pylônes (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes perçues par les collectivités territoriales	293	301	315
<b>Contribution de sécurité immobilière (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	898	922	783
<b>Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	289	308	344
<b>Autres taxes intérieures (TIC, en millions d'euros)<sup>1</sup></b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	-	4 800	2 416
Recettes perçues au profit des collectivités territoriales	-	742	0
<b>Taxe générale sur les activités polluantes (en millions d'euros)<sup>2</sup></b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	790	1 041	1 073
<b>Redevances sanitaires d'abattage et de découpage (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	51	50	47
<b>Taxe sur les transactions financières (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	1 177	1 361	1 077
<b>Prélèvement divers sur les jeux et paris (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	1 121	1 155	1 206

1 Recouvrement transféré de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) à la DGFIP en 2022. Ces taxes intérieures sont principalement assises sur la consommation d'électricité, de gaz naturel, de charbon, de coke, de houille ou de lignite.

2 Recouvrement transféré de la DGDDI à la DGFIP en 2020, hors composante déchets.

<b>Total général des recettes encaissées par la DGFIP (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes au profit de l'État	400 348	450 858	459 860
Recettes perçues au profit des collectivités territoriales	215 615	209 743	217 798
Recettes au profit d'organismes divers	93 377	99 603	101 664
<b>TOTAL</b>	<b>709 340</b>	<b>760 204</b>	<b>779 322</b>

---

## LES ACTIONS DE RECOUVREMENT

---

<b>Impôts des particuliers</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Opérations de relance</b>			
Lettres de relance/Mises en demeure de payer	9 922 107	9 108 833	8 123 429
<b>Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »</b>			
Saisies administratives	5 802 744	5 432 291	4 528 670
<b>Actions en recouvrement forcé - Actions « lourdes »</b>			
Actions en reconstitution de patrimoine	28	39	32
Saisies immobilières	388	370	462
Assignations en liquidation judiciaire	124	138	145
<b>Actions en justice</b>			
Juridiction civile	778	1 347	1 094
Juridiction commerciale	264	262	304
Juridiction administrative	358	306	267
<b>Contentieux</b>			
Oppositions à poursuites	2 789	2 582	2 457
Autres contestations <sup>1</sup>	142	124	159
<b>Impôts des professionnels</b>			
<b>Opérations de relance</b>			
Lettres de relance/Mises en demeure de payer	1 429 619	1 987 341	2 238 216
<b>Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »</b>			
Saisies administratives à tiers détenteur	1 087 167	1 247 863	1 502 799

---

1 Uniquement contentieux liés aux procédures collectives



	2021	2022	2023
<b>Actions en recouvrement forcé - Actions « lourdes »</b>			
Mesures conservatoires	402	389	354
Saisies immobilières	110	96	78
Assignations en liquidation judiciaire	1 618	1 759	2 507
<b>Actions en justice</b>			
Juridiction civile	1 966	1 026	1 714
Juridiction commerciale	2 476	3 027	4 298
Juridiction administrative	113	140	90
<b>Contentieux</b>			
Oppositions à poursuites	786	816	872
Autres contestations <sup>1</sup>	1 418	1 071	1 791
<b>Amendes et condamnations pécuniaires</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »</b>			
Saisies à tiers détenteur	7 404 766	8 862 151	11 374 072

---

<sup>1</sup> Uniquement contentieux liés aux procédures collectives

## LE CONTRÔLE FISCAL

Montant de l'impôt élué et des sanctions (en millions d'euros) <sup>1</sup>	2021	2022	2023
<b>Droits et pénalités dont le recouvrement a été demandé</b>	13 440	14 615	15 188
dont droits nets	11 063	11 950	12 630
dont pénalités (y compris les intérêts de retard)	2 377	2 665	2 559
Crédits d'impôt et taxes non remboursées (CFE <sup>2</sup> et CSP <sup>3</sup> )	2 220	3 028	3 297
<b>Détail des droits nets par impôt (en millions d'euros)</b>			
Impôt sur les sociétés	3 078	3 422	3 186
Impôt sur le revenu	1 770	1 616	2 243
Taxe sur la valeur ajoutée	1 592	2 111	2 073
Droits d'enregistrement	2 370	2 690	2 981
Impôt sur la fortune immobilière (IFI)	381	353	301
Impôts locaux	572	513	473
Impôts divers <sup>4</sup>	1 300	1 244	1 372
<b>Rendement budgétaire du contrôle fiscal</b>			
	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Montant des encaissements <sup>5</sup> suite à contrôle fiscal (en milliards d'euros)	10,7	10,6	10,6
Montant des encaissements sur amendes CJIP <sup>6</sup> (en millions d'euros)	25,2	522,3	0,0
<b>Procédures avec acceptation du contribuable</b>			
	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une régularisation en cours de contrôle (CFE/CSP)	49 049	53 292	59 578
Nombre de transactions avant mise en recouvrement conclues <sup>7</sup>	4 562	4 777	4 911

1 Chiffres arrondis au million le plus proche.

2 Contrôle fiscal externe.

3 Contrôle sur pièce.

4 Dont la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), la contribution à l'audiovisuel public et les taxes annexes sur le chiffre d'affaires.

5 Montants encaissés au titre des contrôles fiscaux de l'année et des années antérieures, ainsi que de la relance des déclarations de succession et d'impôt sur la fortune immobilière.

6 Convention judiciaire d'intérêt public.

7 Dont en 2023 : 1 467 transactions en CSP, 3 205 transactions en CFE et 239 règlements d'ensemble.

<b>Contrôle des fraudes les plus graves</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Montant des droits et des pénalités des opérations sur place répressives <sup>1</sup> (en millions d'euros)	4 099	5 156	4 153
Part des opérations répressives par rapport au total du contrôle sur place	29,8 %	30,2 %	31,1 %
Nombre de perquisitions fiscales	163	127	165
<b>Action pénale</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Nombre de dossiers transmis à l'autorité judiciaire</b>	<b>1 620</b>	<b>1 770</b>	<b>1 889</b>
dont nombre de dénonciations obligatoires au Parquet	1 217	1 373	1 444
dont plaintes pour fraude fiscale (après avis favorable de la CIF)	286	257	268
dont dossiers transmis à la « police fiscale »	45	48	42
dont plaintes pour escroquerie	72	92	135
Nombre de procédures d'opposition à fonction	6	11	15
Nombre de dossiers transmis pour fraude au FDS <sup>2</sup>	2 542	3 760	557
Nombre de CJIP relatives à la fraude fiscale	1	2	0
Nombre de CRPC <sup>3</sup> relatives à la fraude fiscale	64	63	57
<b>Couverture du tissu fiscal</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Le contrôle des professionnels</b>			
Contrôles sur pièces des professionnels	112 759	122 552	123 002
Contrôles sur pièces des demandes de remboursement de crédit de TVA	135 535	138 391	132 056
Opérations du bureau suite à programmation	9 370	9 554	9 145
Opérations sur place suite à programmation	27 550	28 864	29 027
Instructions sur place des demandes de remboursement de crédit de TVA	2 561	3 130	3 181
Droits d'enquête (art. L. 80 F à L. 80 J du LPF)	647	739	700
<b>Le contrôle des particuliers</b>			
Contrôles sur pièces de l'impôt sur le revenu	653 869	726 232	994 364
Contrôles sur pièces des impôts patrimoniaux	75 358	78 602	88 089
Contrôles sur pièces des brigades patrimoniales (DNVSF et DIRCOFI)	3 645	3 799	3 862
Examens de la situation fiscale personnelle	2 404	2 293	2 061

1 Application des pénalités de 40 % ou plus, défaillance comprise.

2 Fonds de solidarité

3 Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

---

## LE CONTENTIEUX

---

### Phase administrative

Affaires reçues	2021	2022	2023
<b><i>Demandes de correction et réclamations au fond</i></b>			
Impôt sur le revenu	708 308	720 894	731 671
Taxes foncières	330 591	444 933	415 764
Taxe d'habitation	814 831	739 318	840 779
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	39 322	38 260	35 156
Contribution économique territoriale et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée	171 660	171 531	184 766
Taxes sur le chiffre d'affaires	39 731	37 236	38 558
Taxe sur les locaux vacants	115 552	120 463	192 556
Droits d'enregistrement	12 927	12 114	13 404
Contribution à l'audiovisuel public	382 741	168 350	13 765
Bouclier fiscal	5	4	4
Prélèvement à la source	29 136	21 515	16 848
<b>TOTAL (a)</b>	<b>2 644 804</b>	<b>2 474 618</b>	<b>2 483 271</b>
<b><i>Demandes gracieuses</i></b>			
Impôt sur le revenu	54 735	42 680	37 982
Taxes foncières	43 598	34 654	30 725
Taxe d'habitation	59 526	29 781	18 258
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État <sup>1</sup>	24 729	34 500	39 016
Contribution économique territoriale	14 680	13 865	14 379
Taxes sur le chiffre d'affaires <sup>1</sup>	19 489	176 460	179 279
Droits d'enregistrement	9 858	7 371	7 235
Contribution à l'audiovisuel public	101 849	54 759	15 687
Prélèvement à la source	19	904	25 257
<b>TOTAL (b)</b>	<b>328 483</b>	<b>394 974</b>	<b>367 818</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (a) + (b)</b>	<b>2 973 287</b>	<b>2 869 592</b>	<b>2 851 089</b>

---

1 L'augmentation, en 2022, du nombre de demandes de remises gracieuses en matière d'impôt sur les sociétés (+ 10 000 demandes) et de TVA (+160 000 demandes) résulte de la reprise, en décembre 2021, de la pénalisation pour dépôt ou paiement tardif de l'ensemble des impôts professionnels, après qu'elle ait été suspendue depuis mars 2020 afin d'accompagner les entreprises rencontrant des difficultés économiques liées à l'épidémie de coronavirus.

<b>Affaires traitées</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b><i>Demandes de correction et réclamations au fond</i></b>			
Impôt sur le revenu	725 998	730 999	742 076
Taxes foncières	348 056	469 194	432 786
Taxe d'habitation	858 334	767 304	855 758
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	42 999	41 828	37 388
Contribution économique territoriale et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée	179 181	178 180	194 756
Taxes sur le chiffre d'affaires	40 041	37 003	38 620
Taxe sur les locaux vacants	126 737	128 463	198 372
Droits d'enregistrement	13 767	13 362	14 560
Contribution à l'audiovisuel public	394 563	178 867	14 517
Bouclier fiscal	7	5	7
Prélèvement à la source	30 018	21 879	17 145
<b>TOTAL (c)<sup>1</sup></b>	<b>2 759 701</b>	<b>2 567 084</b>	<b>2 545 985</b>
<b><i>Demandes gracieuses</i></b>			
Impôt sur le revenu	57 167	44 967	39 792
Taxes foncières	46 095	37 823	32 577
Taxe d'habitation	63 638	31 986	19 546
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	25 724	34 845	40 006
Contribution économique territoriale	17 127	14 734	14 658
Taxes sur le chiffre d'affaires	20 008	175 439	181 566
Droits d'enregistrement	10 248	7 799	7 594
Contribution à l'audiovisuel public	105 937	60 425	16 778
Prélèvement à la source	24	779	25 575
<b>TOTAL (d)</b>	<b>345 968</b>	<b>408 797</b>	<b>378 092</b>
Décisions de dégrèvements prises d'office (tous les impôts y compris la contribution à l'audiovisuel public)	915 807	841 548	660 041
Réponses écrites à des demandes de renseignements	72 271	58 864	48 501
<b>TOTAL (e)</b>	<b>988 078</b>	<b>900 412</b>	<b>708 542</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (c) + (d) + (e)</b>	<b>4 093 747</b>	<b>3 876 293</b>	<b>3 632 619</b>

1 Une grande partie de ces affaires traitées correspond à des corrections d'erreurs conduisant à réduire l'impôt dû sans contestation au fond des règles d'imposition.

<b>Phase juridictionnelle</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Affaires déposées</b>			
<i><b>Juridictions administratives</b></i>			
Tribunaux administratifs	11 728	10 346	9 064
Cours administratives d'appel	2 582	2 149	1 842
Conseil d'État	426	322	326
<i><b>Juridictions judiciaires</b></i>			
Tribunaux judiciaires	619	534	504
Cours d'appel	311	437	296
Cour de cassation	76	158	78
<b>Procédures amiables</b>			
Ouvertures	220	280	313
Clôtures	179	239	341
Stock en fin d'année	924	949	894

---

## LES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAYÉES PAR LA DGFIP

---

Ventilation des dépenses	2021	2022	2023
<b>Budget général (en millions d'euros)</b>	557 257	578 579	592 030
dont dépenses d'intervention	53,1 %	49,1 %	49,4 %
dont dépenses de personnel	24,2 %	24,0 %	24,5 %
dont charges de la dette	6,9 %	8,9 %	9,3 %
dont dépenses de fonctionnement	12,2 %	14,4 %	13,1 %
dont dépenses d'investissement	2,9 %	2,9 %	3,2 %
dont pouvoirs publics	0,2 %	0,2 %	0,2 %
dont dépenses d'opérations financières	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Comptes spéciaux dotés et non dotés (en millions d'euros)	238 608	267 727	285 379
<b>TOTAL (en millions d'euros)</b>	<b>795 865</b>	<b>846 306</b>	<b>877 409</b>

---

## LES DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC LOCAL<sup>1</sup> PAYÉES PAR LA DGFIP

---

Dépenses réelles totales (en millions d'euros)	2021	2022 <sup>2</sup>	2023 <sup>3</sup>
Régions <sup>4</sup>	37 549	38 441	39 999
Départements <sup>5</sup>	75 338	77 774	81 217
Communes <sup>6</sup>	101 379	107 978	113 170
Groupements à fiscalité propre (GFP)	38 579	40 867	42 205
<b>TOTAL</b>	<b>252 845</b>	<b>265 060</b>	<b>276 591</b>

Dépenses d'investissement (en millions d'euros)	2021	2022 <sup>2</sup>	2023 <sup>3</sup>
Régions <sup>4</sup>	14 986	15 202	15 941
Départements <sup>5</sup>	15 556	16 234	16 449
Communes <sup>6</sup>	28 906	31 279	33 620
Groupements à fiscalité propre (GFP)	12 854	13 680	14 215
<b>TOTAL</b>	<b>72 302</b>	<b>76 395</b>	<b>80 225</b>

---

1 Hors dépenses des hôpitaux, syndicats (communaux et intercommunaux...) et hors budgets annexes.

2 Chiffres actualisés.

3 Chiffres provisoires 2023.

4 Y compris la collectivité territoriale de Corse et les CTU de Guyane et de Martinique.

5 Y compris la Métropole de Lyon.

6 Y compris « Ville de Paris » issue de la fusion de la commune et du département de Paris.



---

## LES DÉPENSES DE L'ÉTAT – CAS<sup>1</sup> PENSIONS

---

<b>Dépenses (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	56 933	58 838	60 938
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 538	1 475	1 363

  

<b>Recettes (en millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	57 282	58 315	59 775
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 550	1 477	1 352

---

<sup>1</sup> Compte d'affectation spéciale

---

## LE DOMAINE

---

<b>Domaine immobilier de l'État</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Parc immobilier de l'État valorisé par la DGFIP (en millions d'euros)	69 671	72 675	73 128
Montant des redevances domaniales (en millions d'euros)	646	714	1 028
<b>Réalisation d'opérations immobilières</b>			
Cessions réalisées	688	661	645
Acquisitions	204	225	268
Prises à bail	2 976	2 899	3 344
Produit des cessions (en millions d'euros)	195	157	366
<b>Interventions immobilières</b>			
Évaluations	89 638 <sup>1</sup>	81 635	80 600
Expropriations : décisions rendues	2 318	1 626	1 833
<b>Domaine mobilier de l'État</b>			
<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	
Aliénations (nombre de lots vendus)	30 075	40 260	35 365
Produit des cessions (en millions d'euros)	79	101	102
Nombre de dons publiés sur le site <i>dons.encheres-domaine.gouv.fr</i>	8 294	11 300	10 000
<b>Gestion des patrimoines privés</b>			
<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	
Dossiers de successions vacantes restant à traiter par les pôles GPP <sup>2</sup>	34 868	36 178	35 986
Montant des actifs réalisés par les pôles GPP (en millions d'euros)	290	335	357

---

1 Nouvelle comptabilisation des dossiers en 2021 avec le déploiement du nouvel outil de suivi des évaluations (OSE).

2 Gestion des patrimoines privés.

## LES ACTIONS INTERNATIONALES

	2021	2022	2023
Nombre de missions	92	121	202
Nombre d'experts envoyés	155	217	293
Nombre de jours d'expertise	694	1 035	1 020
dont jours d'expertise DGFIP sur des programmes de coopération bilatéraux et autres bailleurs	-	725	782
dont jours d'expertise DGFIP pour des travaux internationaux (OCDE <sup>1</sup> , IOTA <sup>2</sup> , CIAT <sup>3</sup> , CREDAF <sup>4</sup> , AIST <sup>5</sup> , TADEUS <sup>6</sup> )	-	-	238
Nombre de séminaires organisés	7	14	8
Nombre de délégations accueillies	2	32	31
Nombre de visiteurs accueillis	2	139	353
Accueils en formation (nombre de fonctionnaires accueillis, notamment à l'École nationale des finances publiques)	50	51	41
Projets d'assistance technique dont jumelages, appels d'offres et contrats de gré à gré...	27	25	23
Nombre d'experts détachés	20	15	22
Travaux Benchmark	9	18	73
Attractivité : Nombre de saisines <sup>7</sup>	247	437	530

1 OCDE : Organisation de coopération et de développement économique et notamment son Forum des administrations fiscales.

2 IOTA : Organisation intra-européenne des administrations fiscales.

3 CIAT : Centre inter-américain des administrations fiscales.

4 CREDAF : Cercle de Réflexion des Dirigeants d'Administrations fiscales Francophones.

5 AIST : Association Internationale des Services du Trésor.

6 TADEUS : Sommet Européen des Dirigeants d'Administration Fiscale.

7 Nombre de saisines BALF tax4Business.

# Un réseau et des moyens

## LE BUDGET DE LA DGFIP

Dépenses budgétaires (crédits de paiements, en millions d'euros)	2021	2022	2023
<b>Dépenses de personnel, y compris Direction de la législation fiscale</b>	<b>6 619</b>	<b>6 617</b>	<b>6 687</b>
dont rémunérations	4 038	4 022	4 049
dont cotisations et contributions sociales	2 560	2 551	2 568
dont prestations sociales et allocations diverses	21	44	70
<b>Dépenses de fonctionnement et d'investissement</b>	<b>934</b>	<b>1 031</b>	<b>1 183</b>
dont dépenses informatiques	282	321	417
dont dépenses métiers	280	314	333
dont dépenses immobilières	299	303	320
dont dépenses de fonctionnement courant	72	93	114
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7 553</b>	<b>7 648</b>	<b>7 870</b>

## LES EFFECTIFS

Effectifs <sup>1</sup> par quotité de temps de travail <sup>2</sup>	A	B	C	Total
Agents à temps plein	92,2 %	84,5 %	79,9 %	86,0 %
Agents à temps partiel	7,8 %	15,5 %	20,1 %	14,0 %

  

Effectifs <sup>1</sup> par catégorie	A	B	C	Total
<b>Moins de 30 ans</b>	<b>1 458</b>	<b>1 207</b>	<b>1 950</b>	<b>5,12 % des effectifs</b>
Hommes	693	669	833	
Femmes	765	538	1117	
<b>de 30 à 50 ans</b>	<b>14 137</b>	<b>16 177</b>	<b>11 906</b>	<b>46,82 % des effectifs</b>
Hommes	6 752	7 179	4 359	
Femmes	7385	8 998	7 547	
<b>Plus de 50 ans</b>	<b>15 073</b>	<b>20 192</b>	<b>8 083</b>	<b>48,07 % des effectifs</b>
Hommes	7 468	7 786	3 170	
Femmes	7 605	12 406	4 913	
<b>TOTAL</b>	<b>30 668</b>	<b>37 576</b>	<b>21 939</b>	<b>90 183</b>
Hommes	14 913	15 634	8 362	38 909
Femmes	15 755	21 942	13 577	51 274
% de femmes	51,4 %	58,4 %	61,9 %	56,9 %
% des catégories	34,0 %	41,7 %	24,3 %	100,0 %

1 Hors non titulaires (contractuels, agents contractuels de droit public affectés aux fonctions d'entretien, de gardiennage ou de restauration...) et ouvriers du cadastre inclus.

2 Effectifs physiques payés hors congés longue durée (CLD).

Effectifs contractuels <sup>1</sup> par catégorie	A	B	C	Total
<b>TOTAL</b>	<b>572</b>	<b>1 035</b>	<b>1 999</b>	<b>3 606</b>
Hommes	377	281	408	1 066
Femmes	195	754	1 591	2 540
% de femmes	34,1 %	72,9 %	79,6 %	70,4 %
% des catégories	15,9 %	28,7 %	55,4 %	100,0 %

---

1 Contractuels de droit privé et public payés (hors ouvriers du cadastre) - Stock au 31/12/2023.

---

## LA FORMATION

---

Nombre de stagiaires	2021	2022	2023
Formation statutaire (ex initiale)	9 232	9 107	9 420
Formation continue	240 961	336 007	258 909
Préparation aux concours	11 381	11 712	11 033

---

## LES CONCOURS ET EXAMENS

---

	Inscrits	Présents	Admis sur listes principales
<b>Catégorie A</b>			
Concours d'inspecteur principal	1 587	1 307	166
Concours d'inspecteur externe	6 721	4 120	853
Concours d'inspecteur interne	4 276	2 858	284
Concours d'inspecteur-analyste externe	368	93	12
Concours d'inspecteur-analyste interne	167	92	23
Concours d'inspecteur-programmeur système d'exploitation externe	267	56	5
Concours d'inspecteur-programmeur système d'exploitation interne	119	74	17
Examen professionnel d'inspecteur	3 568	2 754	150
<b>TOTAL</b>	<b>17 073</b>	<b>11 354</b>	<b>1 510</b>

### Catégorie B

Concours de contrôleur principal	3 610	2 998	344
Concours de contrôleur 1ère classe	4 202	3 225	350
Concours de contrôleur externe	10 749	7 204	1 100
Concours de contrôleur interne	2 978	2 050	510
Concours de contrôleur interne spécial	1 878	1 426	340
Concours de contrôleur programmeur externe	532	148	36
Concours de contrôleur programmeur interne	88	29	10
<b>TOTAL</b>	<b>24 037</b>	<b>17 080</b>	<b>2 690</b>

### Catégorie B Cadastre

Concours de technicien géomètre externe	261	59	29
Concours de technicien géomètre interne	27	11	5
Examen professionnel de géomètre principal	52	37	6
Examen professionnel de géomètre	103	73	5
Examen professionnel de technicien géomètre	6	3	1
<b>TOTAL</b>	<b>449</b>	<b>183</b>	<b>46</b>

### Catégorie C

Concours d'agent administratif externe	13 630	6 317	884
Concours d'agent administratif interne	986	450	154
Examen professionnel d'agent technique principal 2ème classe	19	7	7
Examen professionnel d'agent administratif principal 2ème classe	8	8	8
<b>TOTAL</b>	<b>14 643</b>	<b>6 782</b>	<b>1 053</b>

**TOTAL GÉNÉRAL** **56 202** **35 399** **5 299**



## INDICATEURS DE PERFORMANCE

Objectifs et indicateurs associés du dispositif de performance	Résultats 2021	Résultats 2022	Résultats 2023
<b>Indicateur 1.1 : Efficacité de la lutte contre la fraude fiscale</b>			
1.1.1 Part des contrôles ciblés par Intelligence Artificielle (IA) et data mining [CF-51]	44,85 %	52,36 %	55,98 %
1.1.2 Part des dossiers répressifs transmis au Parquet [CF-57]	8,78 %	9,12 %	9,41 %
1.1.3 Part des opérations en fiscalité internationale [CF-33]	13,15 %	15,05 %	15,08 %
1.1.4 Taux net de recouvrement DGFiP en droits en pénalités sur créances de contrôle fiscal (CFE et CSP) prises en charge en N-1 [CF-41]	72,44 %	71,31 %	70,21 %
<b>Indicateur 1.2 : Traitement des dépenses publiques</b>			
1.2.1 Nombre de centres de gestion financière mis en place [CE-14]	16	23	30
<b>Indicateur 1.3 : Fiabilité des prévisions de dépenses fiscales</b>			
1.3.1 Montant des dépenses fiscales [DLF-01 composante n°1] (en milliards d'euros)	-0,07	+1,3	+3,7 <sup>1</sup>
<b>Indicateur 1.4 : Délais de production de la doctrine fiscale opposable à l'administration</b>			
1.4.1 Pourcentage des textes réglementaires publiés dans le délai de 6 mois après l'entrée en vigueur du texte auxquels ils se rapportent [DLF-03] <sup>2</sup>	N.D	80 %	N.D <sup>3</sup>
1.4.2 Pourcentage des instructions fiscales publiées dans le délai de 6 mois après l'entrée en vigueur du texte appliqué [DLF-02]	61,1 %	66,7 %	73,7 %

1 Résultat provisoire.

2 Nouveau sous-indicateur issu du PAP 2023 (P156).

3 Donnée qui sera disponible dans le cadre du volet « Voies et moyens » annexé au projet de loi de finances 2025.

	Résultats 2021	Résultats 2022	Résultats 2023
<b>Indicateur 2.1 : Proximité de l'administration, relation de confiance, rapidité et qualité de la transmission des informations aux usagers</b>			
2.1.1 Pourcentage d'augmentation du nombre de communes avec un accueil de proximité DGFiP [SPiB-06]	+35 %	+50 %	+53 %
2.1.2 Part des contrôles se concluant par acceptation du contribuable [CF-56]	39,08 %	40,79 %	42,46 %
2.1.3 Taux de réponse de la DGFiP aux demandes de rescrit dans le délai de trois mois (rescrit général) [JF-10]	92,55 %	94,13 %	93,89 %
2.1.4 Taux de satisfaction des entreprises bénéficiant d'un partenariat fiscal [JF-11]	89,74 %	90,80 %	88,10 %
2.1.5 Indice de satisfaction des collectivités territoriales concernant les prestations des CDL [CL-29]	86,70 %	88,26 %	90,60 %
2.1.6 Qualité de service Marianne [IQS]	78,2 %	81,7 %	80,4 %
2.1.7 Indice de satisfaction des applications informatiques évaluées par les usagers [SI-19]	8,22/10	8,23/10	8,17/10
2.1.8 Taux de respect du délai d'un mois pour la réponse aux demandes d'évaluation réglementaire adressées aux services du Domaine [FD-13]	91,67 %	92,51 %	92,69 %
<b>Indicateur 2.2 : Qualité des comptes publics</b>			
2.2.1 Indicateur de pilotage comptable (IPC) [CL-08 IPC]	17,05/20	80,15/100 <sup>1</sup>	81,17/100 <sup>1</sup>
<b>Indicateur 2.3 : Délai de paiement des dépenses publiques (en nombre de jours)</b>			
2.3.1 Délai global de paiement des dépenses de l'État [CE-05]	15,4	13,86	14,46
2.3.2 Délai de paiement par les comptables des dépenses du secteur local [CL-11]	5,72	5,7	5,75
<b>Indicateur 2.4 : Dématérialisation de l'offre de service aux usagers</b>			
2.4.1 Part des budgets des collectivités mettant en œuvre la dématérialisation totale [CL-22]	87,53 %	89,91 %	92,11 %
<b>Indicateur 3.1 : Taux d'intervention et d'évolution de la productivité</b>			
3.1.1 Taux d'intervention sur l'impôt [SPIB-01]	0,74 %	0,67 %	0,68 %
3.1.2 Taux d'intervention sur la dépense publique [SPIB-17]	0,08 %	0,08 %	0,09 %
3.1.3 Taux annuel d'évolution de la productivité globale [SPIB-04]	7,81 %	7,05 %	6,05 %

1 L'indicateur de pilotage comptable (IPC) remplace l'indice de qualité des comptes locaux (IQCL) à compter de l'exercice 2021. Son périmètre est notamment élargi (augmentation des points de contrôle de respect de la réglementation budgétaire et comptable), justifiant dès lors le passage à une note sur 100, contre une note sur 20 précédemment pour l'IQCL.



Retrouvez  
les Finances publiques sur



Direction générale  
des Finances publiques – Juin 2024

